



DROIT DE NON RÉPONSE



Suite à un communiqué en date du 26 novembre 2018 le bureau local Force Ouvrière personnels de surveillance du CP de Nantes ne répondra pas aux attaques personnelles dont a été victime notre secrétaire locale adjointe et lui apporte son soutien.

En effet alors que **nos conditions de travail** se dégradent avec un mode dégradé qui se dégrade toujours plus, que l'**insécurité** ne cesse de croître du fait de la multiplication des projections et d'une population pénale toujours plus virulente, que **nos vies sont totalement déstructurées** en raison de rappels incessants pour colmater les brèches de notre bateau qui coule, que comme tout le monde **notre pouvoir d'achat est en berne** il nous semble **indécent** que Pierre, Paul ou Jacques viennent se lamenter d'hypothétiques on-dit qui en rien ne soulageront les souffrances que nous endurons chaque jour.

Nous concernant notre seule et unique préoccupation est notre avenir et nous avons d'autres luttes à mener.

Le 27 novembre 2018

Pour Le bureau local

Le secrétaire local